

## 17. LA « SOCIALE » SOUS L'UNIFORME : OBÉISSANCE ET RÉSISTANCE À L'OBÉISSANCE DANS LES RANGS DU SOCIALISME ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS, 1914-1916

Romain Ducoulombier

in André Loez et Nicolas Mariot , *Obéir, désobéir*

La Découverte | *Recherches*

2008  
pages 266 à 279

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/obeir-et-desobeir---page-266.htm>

Pour citer cet article :

Ducoulombier Romain, « 17. La « Sociale » sous l'uniforme : obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du syndicalisme français, 1914-1916 », in André Loez et Nicolas Mariot , *Obéir, désobéir* La Découverte « Recherches », 2008 p. 266-279.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

La « Sociale » sous l'uniforme : obéissance et résistance  
à l'obéissance dans les rangs du socialisme  
et du syndicalisme français, 1914-1916

*Romain Ducoulombier*

Le fait est connu : c'est par l'obéissance massive à l'ordre de mobilisation du 1<sup>er</sup> août 1914 que la France socialiste inaugure sa participation à la guerre. La rareté des cas d'insoumission idéologique, constatée par l'historien Philippe Boulanger [Boulanger, 2001, p. 199-283], a confirmé le jugement de l'histoire. Ni les antimilitaristes socialistes comme Renaud Jean ou Louis Barthas, ni les jeunes intellectuels syndicalistes révolutionnaires comme Raymond Lefebvre ou Marcel Martinet, ni même les anciens hervéistes n'ont résisté à l'ordre de mobilisation qui les appelle sous les armes en 1914. Certains l'ont devancé, malgré leur réforme ou leur âge, comme Léon Werth ou Henri Barbusse. En dépit de l'ardeur de leurs convictions révolutionnaires, de leur appartenance ultérieure à la minorité socialiste et syndicale ou de leur rejet de la guerre consigné dans leurs correspondances et leurs carnets, les militants socialistes n'ont pas risqué le peloton pour échapper à l'ordre de mobilisation. Abel Ferry peut ainsi conclure à juste titre en février 1915 que « pour la première fois, une invasion en territoire français n'était pas accompagnée de troubles intérieurs » [Ferry, 2005 (1957), p. 96-97].

Pour interpréter cette faillite supposée, l'historiographie du mouvement ouvrier, parente en cela d'une partie de l'historiographie de la Grande Guerre, a composé le portrait d'un socialisme républicain progressiste gagné malgré lui par le fait national [Kriegel, 1964 ; Becker, 1977]. De fait, la plupart des socialistes semblent happés par la forme « extrêmement nationale de pacifisme guerrier » que dissimule la formule de la « guerre au militarisme allemand » [Müller, 2003, p. 341]. Leur désespoir s'est heurté pendant la guerre aux limites que leur a imposées leur acte inaugural de soumission à cette institution massivement légitime qu'est une armée nationale en guerre. Penser la guerre des socialistes, c'est donc d'abord reconstituer leur 1<sup>er</sup> août. Sans lui, on ne peut comprendre la crise de la conscience socialiste que la guerre engendre du fait de sa durée et de sa violence.

Les socialistes ont-ils participé à la guerre d'une manière qui les distingue du reste de leurs compatriotes ? Comment l'identité socialiste s'est-elle accommodée de la réalité massive et brutale de la guerre ? L'historiographie récente de la Grande Guerre s'est principalement tournée vers une anthropologie historique des pratiques du combat [Audoin-Rouzeau, 2008] et une histoire sociale et culturelle de la contrainte militaire [Rousseau, 2003] qui se sont désintéressées des résistances et des déformations des convictions politiques emportées avec eux par les soldats en campagne. Si l'originalité de la guerre de la France socialiste se dissout dans la « culture de guerre », ni les mécanismes de cette dissolution, ni ce qui demeure ou non de la culture socialiste avant 1914, ni moins encore ce qui se reconstitue à partir de cette décomposition ne sont vraiment mis en évidence. À l'inverse, si les mutineries du printemps 1917, où retentit le chant de *L'Internationale* et réapparaît la couleur rouge sur les drapeaux et les insignes improvisés des soldats [Rolland, 2005], ont vu renaître cette « culture socialiste », voire un « folklore souterrain » [Agulhon, 1990, p. 303 ; Loez, 2004, p. 47], on ne saisit ni l'ampleur des mutilations que cette culture socialiste a subies ni les résistances qu'elle a opposées à sa dissolution apparente dans l'ordre moral et patriotique du temps de guerre.

Pour répondre à ces questions, l'historien doit se frayer un accès par les sources au quant à soi des soldats socialistes et syndicalistes mobilisés : un tel matériau, surtout composé de correspondances et de carnets dont l'usage critique doit être prudent [Prochasson, 2002], s'est longtemps dérobé aux historiens. Il est désormais disponible, grâce en particulier à la récente ouverture d'intéressants fonds de correspondances conservées par Marcel Sembat, ministre des Travaux publics de 1914 à la fin de 1916<sup>1</sup>, et par divers autres responsables socialistes telles que Jules Guesde<sup>2</sup>, son chef de cabinet Charles Dumas<sup>3</sup>, le député nivernais Jean Locquin<sup>4</sup> ou le militant franc-maçon André Lebey<sup>5</sup>.

Cet ensemble de lettres et de témoignages sur la guerre socialiste, qui nous renseigne à la fois sur la guerre diversement vécue des militants socialistes et sur les mécanismes de la croissance de la minorité dite pacifiste, permet de retracer la vie clandestine à laquelle la partie la plus subversive de la culture socialiste, antimilitariste et anticléricale d'avant-guerre, a été contrainte pendant le conflit.

---

1. Archives nationales (AN), archives Marcel Sembat, 637 AP, ainsi que Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS), 33 & 70 APO.

2. Institut International d'Histoire Sociale (IIHS, Amsterdam), archives Jules Guesde.

3. Institut d'Histoire Sociale (IHS, Nanterre), archives Charles Dumas.

4. AN, 310 AP.

5. OURS, 50 APO.

LE 1<sup>er</sup> AOÛT 1914 DE LA FRANCE SOCIALISTE

L'impuissance collective du socialisme européen devant le fait de la guerre est à l'origine du grand procès que lui a intenté le bolchevisme. Il est impossible de comprendre l'enjeu de 1914 pour les socialistes français sans conserver à l'esprit le poids de cette accusation de trahison à l'encontre de leurs principes antimilitaristes, anti-ministériels et révolutionnaires d'avant-guerre. Le refus de la participation à la « guerre impérialiste » et la volonté de la transformer en guerre civile affichés par Lénine dès l'automne 1914 sont les principaux titres au nom desquels le bolchevisme a revendiqué après 1917 la direction politique du mouvement ouvrier révolutionnaire en Europe [Ducoulombier, 2007].

Sur le moment, seuls quelques militants isolés ont manifesté leur révolte et leur désespoir. Le syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte, rédacteur en chef de la *Vie Ouvrière*, saborde son journal et se résout d'abord au « silence » devant l'ampleur de la catastrophe : « Continuer la V [ie] O [uvrière] en dépit des difficultés de tout genre ? Nous ne l'avons pas voulu, le silence s'imposait. Assez d'autres ont déshonoré le syndicalisme »<sup>6</sup>. En décembre 1914, il démissionne de la direction de la CGT et rend publique son opposition à la guerre. Marcel Martinet n'agit pas autrement, même si sa réforme l'éloigne pour sa part du risque de la mort au front : « Je ne demandais pas alors d'impossibles protestations. Mais la dignité du silence », écrit-il le 8 octobre 1914 à Jean-Richard Bloch [Takhashi, 1994, p. 59].

Les raisons avancées par ces hommes de leur renoncement à la protestation contre la guerre ont été déclinées sur tous les modes dès la fin de 1914. La surprise et l'abattement provoqués par l'enchaînement dramatique des circonstances qui culmine dans l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914 constituent la principale ligne de défense des directions des organisations ouvrières à partir de 1915. D'autres, comme Léon Werth dans *Clavel soldat*, les ont accusé de lâcheté. Au jugement moral, s'ajoutent des considérations plus politiques, en particulier la menace bien réelle du carnet B [Becker, 1973], dont la suspension est annoncée par *L'Humanité* le 2 août 1914 malgré quelques entorses dans les départements frontaliers [Ducoulombier, 2007, p. 252-256]. Voilà pour la part des circonstances : la rapidité déconcertante de la crise de l'été 1914 et ses événements mobilisateurs favorisent le ralliement général autour de la ligne officielle du gouvernement, symbolisée par l'affiche Viviani du 1<sup>er</sup> août 1914 qui annexe magistralement à « l'action patriotique du gouvernement » la figure de Jaurès assassiné [Rioux, 2005].

Des causes plus profondes, cependant, ont contribué à préparer le ralliement de 1914. Le débat politique et philosophique sur le droit de la guerre qui se déroule avant le début du conflit dans les instances nationales et internationales socialistes

6. Lettre de Pierre Monatte à Fritz Brupbacher, Monlet (Haute-Loire), 16 oct. 1914. IIHS, Archives Fritz Brupbacher, 4-138.

suggère combien la légitimité d'une guerre défensive s'est imposée dans les esprits. Parmi les chefs syndicalistes, le préjugé anti-allemand n'a cessé de croître depuis le milieu des années 1900. Aux yeux d'hommes comme Victor Griffuehles, persuadé de la supériorité du syndicalisme révolutionnaire français, la bureaucratisation de la social-démocratie et du syndicalisme allemands les aurait condamnés à la paralysie [Pouthier, 1986, p. 60]. Depuis 1911-1912, l'hervéisme, c'est-à-dire l'extrême gauche antimilitariste du parti socialiste, s'est pour sa part considérablement amendé devant l'effort continu de Jaurès pour le domestiquer [Heuré, 1997]. Du fait de ses origines et de son rapport ambigu à la République que le guesdisme lui lègue en héritage [Bergounioux, Grunberg, 2005], le socialisme français est irrigué par un jacobinisme patriote que tempère un internationalisme humaniste sincère mais fragile.

La publication de *L'Armée nouvelle* par Jaurès en 1911 achève de doter le socialisme français d'une conception claire du droit de la guerre. Tous les socialistes, avant 1914, considèrent l'armée comme une institution de contrainte. Quand ils en reconnaissent malgré tout la nécessité, comme Jaurès en 1911, c'est pour la doter de formes originales où le principe d'une armée permanente, qui nourrit la course aux armements capitaliste, se dissout dans l'idéal d'une nation armée de milices populaires [Jaurès, 1911, 1992]. Jaurès, par ailleurs, a recouru au « droit à l'insurrection » imaginé sous la Révolution française, pour dresser des conditions très restrictives à l'acceptation éventuelle de la guerre par le prolétariat socialiste organisé<sup>7</sup>. Par la distinction entre gouvernement et patrie qu'autorise le recours à cette notion, Jaurès peut attribuer au prolétariat un devoir patriotique et un pouvoir de pression sur le gouvernement. Aussi, lorsqu'en juillet 1914, il reconnaît au gouvernement français sa « volonté de paix », Jaurès se déclare par là disposé à négocier le soutien socialiste à une guerre nationale strictement défensive, mais dans le cas seulement où échouerait l'arbitrage international, poursuivi même après le déclenchement des hostilités. Dans cette stratégie d'une remarquable rigueur académique, la menace maintenue de la grève générale, consacrée par les votes des congrès internationaux, et la perspective d'une conférence socialiste internationale prévue le 10 août 1914 devaient lui servir de moyens de pression ; la participation socialiste à la défense nationale, de monnaie d'échange. Lorsque Jaurès est abattu le 31 juillet, les négociations en cours avec le gouvernement, qu'il mène dans l'espoir d'une action commune avec les sociaux-démocrates allemands, sont brutalement interrompues. Le lendemain, l'affiche Viviani anéantit avec une remarquable habileté les dernières réserves d'un état-major socialiste désemparé.

Que se passe-t-il au ras du sol militant ? Les journées de 1914 ont plongé les militants dans une angoissante confusion. Jean Texcier, jeune militant socialiste parisien, assiste le soir du 31 juillet, à la réunion de sa section :

7. Jean Jaurès, « Le patriotisme », *L'Humanité*, 18 septembre 1905.

« C'est la guerre européenne presque inévitable, quelque chose d'immense et de barbare qui déconcerte désarme et nous fait apparaître comme des pygmées. Où sont les déclarations d'antan. [...] Où sont les menaces : grève générale insurrection. On se sent pris dans la bourrasque comme dans un étouffant mouvant. Il vous emporte et vous immobilise. On est stupide, angoissé, désorienté. C'est une *nostra culpa* que nous avons fait ce soir<sup>8</sup> ».

Le 2 août, lors du compte rendu de la délégation française au Bureau Socialiste International (BSI) de Bruxelles, les *leaders* du parti incitent les militants à respecter un *jus in bello* improvisé : une guerre défensive et sans haine contre le militarisme et non contre le peuple allemand<sup>9</sup>. Dans ses lettres de 1916, Texcier semble s'être efforcé de respecter ces préceptes d'humanité et de se garder de toute haine anti-allemande<sup>10</sup>. Mais il est impossible, en l'absence d'archives, de s'assurer de la réalité de cette retenue sur le terrain. C'est le désastre moral de 1914 qui l'a déterminé à s'engager « jusqu'à la victoire » et à ne pas rester à l'écart de l'expérience des autres hommes de sa génération. Non qu'il témoigne aucun goût pour la guerre, puisqu'il entend la pratiquer en homme de métier :

« Ici je ne vibre pas pour cinq sous ni pour un. Je ne travaille pas pour une cause. Je fais honnêtement mon métier. Je ne manque d'ailleurs ni d'entrain ni de bonne humeur. J'avais cependant rêvé d'un autre combat ! Celui-ci nous a été imposé. Je ne crois pas devoir le saboter. Je crois que nous ne devons pas le saboter. Comme vous je pense qu'il ne sortira rien de bon de cette guerre<sup>11</sup> ».

La pression sociale qui pèse sur les jeunes hommes préservés du front est considérable. Dès la mobilisation, elle s'exerce par le biais des parents et des camarades, pour des motifs qui ne sont pas nécessairement patriotiques mais parfois aussi matériels. C'est le cas de Raoul Gillet, militant socialiste arrageois arrêté le 18 juillet 1914 pour délit de presse. Son épouse sollicite en effet l'intervention du ministre Jules Guesde pour libérer son mari de prison avant le terme de sa condamnation, fixé au 14 septembre 1914, pour qu'il puisse « aller à la frontière repousser l'ennemi », mais aussi pour éviter que la « décision de l'autorité militaire » ne réduise son ménage « à la misère »<sup>12</sup>.

Les archives de Marcel Sembat conservent d'autres lettres de militants socialistes et syndicalistes emprisonnés à l'été 1914, qui réclament leur incorporation immédiate pour « servir la patrie ». La plus instructive d'entre elles est celle qu'adresse à Marcel Sembat le militant syndicaliste Roger Cibot le 1<sup>er</sup> septembre 1914. Ancien signataire de l'affiche de l'Association internationale antimilitariste

8. OURS, Archives André Texcier, 7 APO 1. Les notes de Jean Texcier sont écrites le soir même.

9. Notes de Jean Texcier, 2 août 1914. OURS, 7 APO 1.

10. Lettre de Jean Texcier à Madame Michel Alexandre, 23 mars 1916. OURS, archives André Texcier, 7 APO 2.

11. Lettre de Jean Texcier à Madame Michel Alexandre, 13 juin 1916. OURS, archives André Texcier, 7 APO 2.

12. Lettre de Madame Raoul Gillet à Jules Guesde, Arras, 11 septembre 1914. IHS, archives Charles Dumas, 1-1, pièce 38.

(AIA) qui avait fait scandale en 1905, proche par conséquent des milieux hervéistes et anarchistes, Cibot a été condamné de ce fait à plusieurs années d'emprisonnement. En 1914, c'est spontanément qu'il s'est semble-t-il rendu à son corps :

« Lors de la déclaration de guerre en raison des causes qui la motivait je décidai avec nombre de mes amis de rejoindre mon corps escomptant d'aller à la frontière lutter contre l'impérialisme allemand. Je mettais là vingt années de propagande antimilitariste sous mes pieds et si je n'abdiquai pas mes idées premières, je partais sans arrière-pensée heureux d'apporter dans la lutte mon effort à l'effort commun. Il m'a fallu, monsieur, déchanter, car en raison de ma condamnation pour émission de fausse monnaie je fus assigné dans une section d'« exclus » de l'armée à Orléans. Je ne vous parlerai pas du milieu où je me suis trouvé, mais je ne saurai trouver les termes nécessaires pour vous peindre mes désappointements, d'être réduit à l'inutilité la plus complète, enfermé, et naturellement sans profit pour personne<sup>13</sup> ».

C'est en conscience que Cibot conçoit son acte d'obéissance, bien qu'il considère le « devoir » comme une négation potentielle de ses idées. Très tôt, dès les premières semaines du conflit, certains militants syndicalistes et socialistes ont eu l'intuition, voire la conscience de la contradiction profonde de leur acte du 1<sup>er</sup> août 1914 avec leurs idées et leurs traditions. L'histoire de la gauche socialiste pendant la Grande Guerre est indissociable de la manière dont cette contradiction est vécue et justifiée *a posteriori* à la fois par les états-majors et les hommes du rang du parti. Enfermées dans le quant à soi du soldat, les idées socialistes, anticléricales et antimilitaristes se perpétuent souterrainement par la lecture personnelle ou collective des journaux, des livres et des brochures du parti, l'entretien de correspondances militantes et la protestation publique contre les injustices et les abus du commandement. Devant cette angoisse lancinante, la majorité et la minorité dans le parti se sont affrontées pendant toute la guerre pour s'imposer comme les porte-parole légitimes de la Sociale sous l'uniforme. La majorité s'est appuyée sur l'extraordinaire propension de l'opinion publique à se réclamer des souffrances de la guerre pour refuser une paix sans victoire. La minorité, elle, s'est nourrie du sentiment de résignation à un état d'exception qu'un nombre croissant de militaires et de civils subit dans la méfiance des buts de guerre et des communiqués officiels.

Les manifestations même anodines de résistance à l'obéissance sont-elles pour autant de nature ou d'essence socialistes ? C'est rétrospectivement, à l'aune de 1917, que la résistance à la guerre s'est nettement teintée d'une coloration socialiste voire « bolchevique », malgré le caractère anachronique de ce qualificatif. La menace révolutionnaire bolchevique en Europe a donné naissance à un processus massif d'étiquetage des menées « pacifistes » par les services de police français. Cet amalgame a ajouté au choc du 1<sup>er</sup> août 1914 et au procès que lui ont intenté

13. Lettre de Roger Cibot, dit Sadrin, à Marcel Sembat, Orléans, 1<sup>er</sup> septembre 1914. AN, Archives Marcel Sembat, 637 AP/49.

les communistes un autre filtre tout aussi opaque à la compréhension historique de la guerre de la France socialiste. L'indiscipline de guerre n'est pas nécessairement politique : certes, comme refus d'infliger la mort à autrui, elle peut naître d'un acte moral et politique volontaire. Mais elle survient aussi plus spontanément de l'anticipation de la souffrance, du refus de la violence subie et du rejet individuel ou collectif des conditions de vie et de combat imposées au soldat du front. Les formes et les symboles que cette indiscipline emprunte cependant procèdent parfois directement de la symbolique socialiste et révolutionnaire, à travers les chants scandés et les symboles brandis par les soldats. C'est précisément au moment où s'épuisent les systèmes de sens de la guerre que cette culture peut irriter les pratiques des « grèves » des soldats du printemps 1917.

#### « TENIR, SANS PLUS » : LE POILU SOCIALISTE AU FRONT

À partir de 1915, les buts et les responsabilités de la guerre deviennent des enjeux fondamentaux des débats et des luttes politiques qui séparent la majorité de guerre de la minorité « pacifiste ». Deux événements ont en effet créé au sein du parti socialiste une opposition à sa ligne officielle : la publication à l'initiative de Jean Longuet et de ses amis du manifeste de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne en mai 1915, puis la conférence de Zimmerwald, où siège une délégation bolchevique dirigée par Lénine, au début de septembre. Tout au long de la guerre, la majorité n'a cessé de juguler l'expansion de cette opposition, en jouant de ses divisions et de ses contradictions. Mais elle échoue, à partir de 1916, à empêcher qu'un nombre croissant de sections et de fédérations du parti ne tombe aux mains des minoritaires.

Pour ces derniers, la dénonciation de la guerre par le recours au paradigme impérialiste, qui s'élabore depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle grâce au succès d'ouvrages comme *La Démocratie et les financiers* du journaliste anarchisant Francis Delaisi en 1911 [Delaisi, 1911], est l'antidote contre les prétentions pacifistes des gouvernements de l'Entente et l'interprétation nationaliste du sens du conflit. La minorité par ailleurs s'est efforcée avec un incontestable succès d'attirer à elle la figure de Jaurès, invoquant son discours de Vaise du 25 juillet sur les « responsabilités » européennes<sup>14</sup>.

En fait, à mesure que la guerre se prolonge, la majorité se révèle de moins en moins capable de défendre la ligne politique de participation ministérielle et de défense nationale de 1914. Si elle persiste, contrairement à la minorité, d'ailleurs divisée, à considérer que seules l'attente et la contribution à la victoire peuvent conférer à la guerre son sens, elle n'est pas sourde au désespoir du poilu. Le ministre

14. « Discours de Vaise », in *Œuvres de Jean Jaurès*, prés. Max Bonnafous, Paris, Rieder, 1931-1939, tome IX : *Pour la paix V. Au bord de l'abîme, 1912-1914*, 1939, p. 382-386.

socialiste belge Louis de Brouckère, dans son rapport sur la tournée de propagande qu'il effectue en France à l'été 1916, le souligne remarquablement :

« La France a donné au cours de ces trente mois bientôt de guerre un exemple peut-être unique d'endurance et de fermeté. Mais il serait puéril de croire, comme quelques-uns l'affectent, que la nature française moderne échappe aux faiblesses humaines et que des millions de soldats vivent tous, constamment, dans l'attitude héroïque de personnages cornéliens. [...] Il faudrait une ignorance presque choquante pour croire aux récits de certains, qui nous les représentent comme pleins de joie à l'idée qu'ils vont mourir et comme désespérés à la seule pensée que la paix puisse venir les empêcher de vivre sous les shrapnells, de coucher dans la boue et d'être dévorés par la vermine. Il est incontestable qu'au moment où j'ai visité la France l'attaque de Verdun avait usé la force morale de certains soldats. Depuis la fin de février [1916] la correspondance envoyée du front aux familles et aux militants contenait un nombre croissant de cris de désespoir<sup>15</sup> ».

En fait, l'installation dans le métier de la guerre et la routine de la vie de tranchée favorise à la fois la multiplication de micro-pratiques de désobéissance, grâce auxquelles le soldat peut s'aménager un espace de survie, et le développement du « système D » et d'un « syndicalisme de faveur », selon l'expression du syndicaliste Georges Dumoulin [Kriegel, 1964, p. 231]. Raymond Lefebvre, dans une lettre à Pierre Brizon à l'été 1916, exprime la résignation morne du soldat :

« Vous avez su briser avec la discipline d'un parti qui avait brisé, lui, avec son idéal et sa raison d'être. [...] Vous devez avoir eu conscience de l'immense désespoir que nous étouffons dans notre boue. Tenir jusqu'au bout – c'est entendu. Mais tenir – sans plus. Et nous voulons savoir à quel bout on nous mène par un si affreux chemin » [Bonzon, Robert, 1989, p. 115].

Cette condition, dont le soldat refoule l'angoisse dans l'intimité de son quant à soi, nourrit un ressentiment précoce et la promesse, avec la paix, d'un « vaste règlement de comptes » aux dépens des responsables de la guerre, des « profiteurs » et des « embusqués ». La guerre alimente par là un imaginaire très riche du complot et de la trahison qui renforce la haine du parasite social et du luxe bourgeois constitutive d'une certaine éthique syndicale, bohème et ouvrière avant 1914 [Robert, 1995]. Ce vif ressentiment, greffé sur la crise des structures partisans et syndicales à la fin de la guerre, prépare l'avènement de la relève militante « née de la guerre » fondatrice du communisme en 1920 [Ducoulombier, 2006].

L'effort pour maintenir une identité socialiste spécifique au front ne s'est pas simplement manifesté par des protestations contre la faible diffusion ou la censure larvée de la presse du parti. Les socialistes se sont efforcés de défendre leurs convictions anticléricales contre les abus et les empiètements de la « réaction » et le cléricanisme d'ambulance. Le blessé Henri Fauque, hospitalisé en 1915, se

15. Rapport confidentiel de Louis de Brouckère, Londres, 16 décembre 1916. AN, Archives Marcel Sembat, 637 AP/22.

plaint ainsi auprès de Marcel Sembat de « l'œuvre néfaste » des personnels soignants catholiques auprès de blessés républicains à leur merci<sup>16</sup>. L'existence d'un complot clérical tapi derrière l'Union sacrée est un thème récurrent des correspondances militantes adressées au ministre franc-maçon. La défense des principes socialistes en dépit de la pression morale et politique à l'unité patriotique est l'une des sources essentielles de l'affrontement entre la minorité et la majorité au sein du parti. Certains minoritaires contribuent ainsi à raviver précocement la rhétorique anti-ministérielle, si prégnante dans l'identité socialiste d'avant-guerre. Henri Cartier, un militant guesdiste mobilisé à l'arrière en raison de son âge, arrêté en août 1914 sous le prétexte de déclarations antipatriotes, l'écrit à Marcel Sembat :

« C'est avec regret que j'ai vu le Parti s'engager dans la participation ministérielle en votre personne et en celle de notre vénéré Guesde, car aujourd'hui, comme hier, je la crains préjudiciable non pour l'heure présente mais pour l'avenir<sup>17</sup> ».

Il faut bien constater la convergence de deux processus : la résurgence, encouragée plus ou moins malgré elle par la minorité, d'une culture socialiste « étouffée sous les pieds » des soldats, et l'assimilation rétrospective des mutineries de 1917 à un mouvement de subversion bolchevique. L'exemple de Louis Barthas illustre parfaitement ce rôle de « contrebandier » de la culture socialiste que certains militants d'avant-guerre ont rempli pendant leur séjour au front.

#### UN CONTREBANDIER DE LA RÉVOLTE SOCIALISTE : LOUIS BARTHAS

Les carnets de Louis Barthas ont été l'objet d'une mise en forme partielle par leur auteur à l'issue de la guerre. Démobilisé en février 1919, Barthas en élabore, de son propre aveu, une « rédaction définitive » qui, d'après Stéphane Audoin-Rouzeau, en aurait rétrospectivement accentué l'antimilitarisme [Audoin-Rouzeau, 1986, p. 5 et 221]. Les premières pages des carnets, qui dénoncent dès la date du 2 août 1914 « le plus effroyable cataclysme qui eut jamais affligé notre humanité » [Barthas, 1997, p. 13], comportent à l'évidence une part de réécriture qui vise à mettre en cohérence, dans une manière de continuité, les convictions de l'avant et de l'après-guerre de Barthas. Ce dernier, d'ailleurs, ne se cache nullement d'avoir ambitionné d'écrire le « véridique roman de notre douloureux calvaire » [Barthas, 1997, p. 175].

Louis Barthas n'est pas seulement un témoin de sa propre condition de soldat. Il est aussi « l'écrivain » des malheurs de ses camarades de combat et occupe

16. Lettre d'Henri Fauque à Marcel Sembat, Paris, 8 juillet 1915. AN, archives Marcel Sembat, 637 AP/52.

17. Lettre d'Henri Cartier à Marcel Sembat, Paris, 1<sup>er</sup> septembre 1915. AN, archives Marcel Sembat, 637 AP/52.

parmi eux le rôle d'écrivain public caractéristique des micro-sociétés de langage dominées [Chartier, 1991]. Il se distingue d'eux en effet par sa culture et sa maîtrise de la langue française acquise à l'école républicaine [Cazals, 1995]. C'est pourquoi il écrit pour le compte des jeunes recrues de la classe 1917 que sa compagnie touche en juin 1916. Pour assurer l'amalgame de ces « gosses au vice précoce », libérés de prison ou de la tutelle de l'Assistance publique pour être « pris au piège, au miroitement de la vie au front dépeinte par les journaux » [Barthas, 1997, p. 330], Barthas se constitue leur porte-parole auprès des institutions de secours et des ministères socialistes d'Union sacrée. Déjà, en août 1915, il s'est adressé à Marcel Sembat pour se plaindre de la mauvaise qualité du pain distribué avec retard au front : « la mie se tasse, durcit et devient cassante », écrit-il alors [Sembat, 1985, p. 49]. Cette lettre était jusqu'ici le seul document, assez peu révélateur, qui permettait de confronter les carnets de Barthas à une autre source de sa main. Nos propres recherches nous ont permis d'exhumer deux autres lettres, toutes deux datées du mois d'août 1916.

Le premier document inédit est, comme la lettre d'août 1915, un « placet » combattant adressé à Marcel Sembat le 5 août 1916. Barthas intercède alors auprès du ministre socialiste en faveur de ses « apaches en herbe ». Dans ses carnets, Barthas confie : « Je m'intéressais à leur sort, écrivant pour ces déshérités à des œuvres de bienfaisance, et je réussis à leur dénicher des marraines de guerre ou à leur faire allouer des allocations » [Barthas, 1997, p. 331]. Lors d'une première demande au préfet de la Seine pour l'obtention d'une pension, Barthas et l'un de ses jeunes protégés, Victor Grandjean, se sont vu opposer une fin de non-recevoir de la part de l'œuvre du Tricot du Soldat où leur demande avait été transmise. Le Tricot du Soldat, qui ne distribue, comme son nom l'indique, que des tricots, s'est refusé à verser une telle allocation. Ce refus est le prétexte de la plainte de Barthas auprès de Marcel Sembat :

« Cher citoyen Sembat,

J'ai eu l'honneur d'avoir plusieurs fois l'occasion de m'adresser à vous pour des demandes de renseignements, ou autres motifs auprès de votre bienveillance. Cela m'enhardit à prendre la liberté d'attirer votre attention sur le cas que voici.

J'ai dans mon escouade un brave petit soldat engagé volontaire de la classe 17 résidant à Paris, il est orphelin de père et de mère et n'a absolument personne qui s'intéresse à lui qui vaillamment offre sa jeunesse et son sang pour la Patrie. Sachant que certains départements accordent un subside aux orphelins sur le front j'avais écrit à M. le Préfet de la Seine pour lui demander s'il ne serait pas possible d'accorder au soldat Victor Grandjean un petit subside mensuel, ou tout autre secours tout au moins indiquer des Œuvres publiques ou privées susceptibles de s'intéresser au sort de ce petit abandonné afin de lui procurer un réconfort matériel et surtout moral aux heures de solitude et de lassitude. Vous voudrez bien prendre connaissance de la réponse reçue, je me refuse à croire que le département de la Seine et la Ville de Paris qui ont donné tant de preuves de leurs sentiments généreux et patriotiques, se désintéressent

avec tant d'indifférence et d'ingratitude d'un petit Parisien sans foyer sans famille qui fait le sacrifice de sa vie pour le Salut de la Patrie.

Cher citoyen Sembat je termine en vous suppliant de faire quelque chose pour ce poilu qui parfois a les yeux humides quand il voit ses camarades se précipiter vers la distribution des colis et des lettres car il sait qu'il n'y en a jamais pour lui, son affection sa reconnaissance vous sont acquises d'avance. Veuillez bien agréer citoyen Sembat avec nos remerciements anticipés nos salutations les plus respectueuses<sup>18</sup> ».

Afin d'obtenir satisfaction auprès du ministre pour son protégé, Barthas n'hésite pas à utiliser, par deux fois, la rhétorique du sacrifice et du devoir patriotique. Par une opération habile de retournement du discours patriotique qui avait déterminé, selon ses confessions de carnet, le jeune Victor Grandjean à s'engager, Barthas sollicite dans un langage codé tout à fait maîtrisé du don patriotique et du contre-don providentiel les faveurs du ministre socialiste pour rectifier une situation indigne de la nation en armes.

Cette hypothèse de l'échange de dons – don de soi du soldat, don symbolique et matériel de l'État – au fondement de la pratique républicaine du paiement de l'impôt du sang nous semble encore renforcée par un second document : une lettre qu'adresse Barthas au député Pierre Brizon, qui vient de justifier le 24 juin devant la Chambre son refus du vote des crédits de guerre [Bonzon, Robert, 1989, p. 77-78]. Le 17 août 1916, Barthas remercie Brizon des brochures socialistes que ce dernier lui a envoyées. On ignore leurs titres. Sans doute s'agit-il de documents zimmerwaldiens qui, dans la tranchée de Barthas, produisent une « impression énorme »<sup>19</sup> :

« Parfois, au carrefour d'un boyau un camarade en donne lecture pendant que deux sentinelles guettent le passage d'un « bouledogue » de nos dirigeants. Comme ces lignes vont droit au cœur de ces hommes qui depuis deux ans entendent enfin pour la première fois des paroles de paix, d'espérance, de foi et de protestation contre le plus grand crime de tous les temps contre l'humanité. Si cela vous est possible, envoyez de ces brochures un plus grand nombre les militants socialistes ou qui le deviendront nous sommes très nombreux en

18. Lettre de Louis Barthas, « secrétaire de la section socialiste de Peyriac-Minervois (Aude), Caporal au 296<sup>e</sup> R<sup>st</sup> d'Infanterie, 15<sup>e</sup> Compagnie, Aux armées 1<sup>res</sup> lignes », 5 août 1916. AN, Archives Marcel Sembat, 637 AP/55. La réponse du Tricot du Soldat, datée du 2 août 1916, est jointe à la lettre. L'intitulé de la lettre permet de préciser les fonctions de Barthas dans sa section socialiste avant-guerre : comme secrétaire, il est chargé de tâches de comptabilité et de rédaction qui le prédisposent à remplir son rôle d'écrivain public de tranchée.

19. Sans preuve définitive, il s'agit sans doute du tract kienthalien *Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue*, diffusé à 20 000 exemplaires, qui contient le texte intégral de la motion de Kienthal, ainsi que de la brochure *L'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix. Le BSI et la guerre*, datée de juin 1916, composée de deux résolutions adoptées à Kienthal. Il s'agit des deux publications importantes du Comité pour la Reprise des Relations Internationales (CRR) en 1916. Annie Kriegel, *op. cit.*, pp. 135-136. Il peut s'agir également de la brochure rédigée par Trotsky, Fernand Loriot et les époux Bouët, *Les socialistes de Zimmerwald et la guerre*, parue à l'été 1916, ou de toute autre brochure plus ancienne.

quelques heures on répandra cela dans tout le régiment et même dans les régiments voisins, sauf que vous voyez un danger pour vous et pour nous à cette propagande dans l'armée. » [Bonzon, Robert, 1989, p. 77-78].

La lecture à voix haute est une pratique courante qui concerne les journaux ou les ouvrages que l'on se passe de main en main. À partir de sa publication *in extenso*, le *Feu* d'Henri Barbusse circule ainsi abondamment dans les tranchées. Il est lu à l'air libre, dans les cagnas, voire lors de « soirées récréatives » régimentaires où il provoque un « extraordinaire emballement »<sup>20</sup>. Pratiquée ici en cachette, cette lecture est perçue comme subversive et répréhensible, ce qui plaide d'ailleurs pour l'hypothèse de littérature zimmerwaldienne. Nous sommes donc en présence d'une attestation rare de la diffusion de littérature pacifiste au front, d'autant plus précieuse qu'elle s'accompagne de la part de Barthas de la promesse de la rendre contagieuse. Un tel matériau de propagande réactive chez lui une solide culture antimilitariste appuyée sur le fantasme hervéiste de la grève contagieuse des réservistes et des « crosses en l'air ». Les convictions antimilitaristes de Barthas ne sont pas une invention d'après-guerre. Elles couvent au contraire sous la patiente résignation devant la « terrible besogne » du front. La dénonciation liminaire de ses carnets est présente, presque mot pour mot, dans sa lettre d'août 1916.

Louis Barthas pense-t-il pour autant en 1914, ce qu'il écrit après deux longues années de guerre ? Faut-il au contraire comprendre de la conclusion de cette lettre que ces convictions ressortent au jour en 1916 ? Une incertitude demeure. Barthas ne s'inclut pas dans ces hommes à qui la vérité pacifiste est révélée par l'acte politique de Pierre Brizon. Il se réclame donc d'une antériorité personnelle et s'offre au député pour relayer la propagande pacifiste dans son secteur de front. Ses carnets, cependant, ne font pas état de la réception de ces brochures. Le récit des journées d'août sur le front de Champagne est, il est vrai, marqué par une longue philippique contre la « folie sanguinaire universelle » déchaînée par la guerre, mais rien n'indique que ces brochures l'inspirent [Barthas, 1997, p. 357].

Ce ne sont pas en tout cas les mutineries qui réveillent les convictions socialistes et antimilitaristes de Louis Barthas. Au printemps 1917, celui-ci tient auprès des mutins de son régiment son rôle politique au civil, celui de secrétaire de section. Il rédige un manifeste pour protester contre le retard des permissions, de manière à conférer à ces « manifestations révolutionnaires » un « semblant de légalité ». Mais en aucun cas cet « enfantillage de singer les Russes » ne doit le condamner au peloton d'exécution [Barthas, 1997, p. 473]. Barthas est capable de mobiliser ses ressources de militant socialiste, aux convictions affirmées et maîtrisées, influencées par un antimilitarisme de facture hervéiste autant que par le guesdisme de terroir narbonnais d'avant-guerre où s'exprime, comme dans d'autres terres d'élection guesdistes, ce sens de la « responsabilité » socialiste

20. Lettre de Paul Plat à Henri Barbusse, 29 septembre 1917. AN, Archives Maurice Thorez, 626 AP/73.

contre les « aventures ». Barthas n'entend pas, par conséquent, pousser les feux de la subversion à l'occasion des mutineries : si sa culture politique et son expérience personnelle nourrissent sa haine de la guerre, sa « grève » de 1917 est avant tout une protestation contre sa condition de sacrifié et une volonté de rétablir les conditions de paiement de l'impôt républicain du sang.

Ainsi, au moment où s'épuise le système de sens conféré au début du conflit par l'état-major socialiste, miné en profondeur par deux années de guerre qui, à la suite des hécatombes de 1914, ont précipité le naufrage de « l'épique humanitariste d'avant 1915 » [Lefebvre, 1924], la révolte contre la guerre se mélange au flot souterrain de la culture socialiste et antimilitariste enfoui sous le poids de la « terrible besogne ». La « trahison » du 1<sup>er</sup> août 1914 et la guerre ont précipité le socialisme européen dans une crise sans précédent dont la naissance du communisme en France est la conséquence directe.

#### BIBLIOGRAPHIE

- AGULHON M. (1990), *La République. L'Élan fondateur et la grande blessure (1880-1932)*, Hachette, Paris.
- AUDOIN-ROUZEAU S. (1986), *À travers leurs journaux : 14-18 les combattants des tranchées*, Armand Colin, Paris.
- AUDOIN-ROUZEAU S. (2008), *Combattre : une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Seuil, Paris.
- BARTHAS L., *Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, La Découverte, Paris.
- BECKER J.-J. (1973), *Le Carnet B. Les Pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Éditions Klincksieck, Paris.
- BECKER J.-J. (1977), *1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presses de la FNSP, Paris.
- BERGOUNIOUX A., GRUNBERG G. (2005), *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Fayard, Paris.
- BONZON T., ROBERT J.-L. (1989), *Nous crions grâce. 154 lettres de pacifistes, juin-novembre 1916*, Éditions ouvrières, Paris.
- BOULANGER P. (2001), *La France devant la conscription. Géographie historique d'une institution républicaine, 1914-1922*, Economica, Paris.
- CAZALS R. (1995), « La culture de Louis Barthas, tonnelier », in *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine. Hommage à Raymond Huard*, Université Paul Valéry, Montpellier, p. 425-435.
- CHARTIER R. (1991), « Des secrétaires pour le peuple ? Les modèles épistolaires de l'Ancien Régime entre littérature de cour et livre de colportage », in CHARTIER R. (1991), *La Correspondance. Les usages de la lettre au XIX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, Paris, p. 159-207.
- DELAISI F. (1911), *La Démocratie et les financiers*, Éditions de la Guerre sociale, Paris.
- DUCOULOMBIER R. (2006), « Une relève politique réussie : la fondation du PCF (1917-1925). Pédagogie révolutionnaire et nouvel homme communiste », DARDO, DESCHAMPS E. (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, Peter Lang, Bruxelles.

- DUCOULOMBIER R. (2007), « Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France (1905-1925) », thèse de doctorat d'Histoire, dir. Marc Lazar, IEP de Paris.
- FERRY A. (1957, 2005), *Carnets secrets 1914-1918*, préface de Nicolas Offenstadt, Grasset, Paris.
- HEURÉ G. (1997), *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur*, La Découverte, Paris.
- Jaurès J. (1911, 1992), *L'Armée nouvelle*, Imprimerie nationale, Paris
- KRIEGEL A. (1964), *Aux origines du communisme en France, 1914-1920*, 2 tomes, Mouton, Paris.
- LEFEBVRE R. (1924), « Notes sur le Feu », *Clarté*, n° 67, 1<sup>er</sup> novembre 1924.
- LOEZ A. (2004), « Si loin, si proche du 16 avril : les mutineries de 1917 », in OFFENSTADT N. (2004), *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Stock, Paris.
- MÜLLER H. F. (2003), *Henri Barbusse 1873-1935. Bio-bibliographie, Die Werke von und über Barbusse mit besonderer Berücksichtigung der Rezeption in Deutschland*, Weimar, VDG.
- POUTHIER J.-L. (1986), « Roberto Michels et les syndicalistes révolutionnaires français », *Cahiers Georges Sorel*, n° 4, Paris, p. 39-60.
- PROCHASSON C. (2002), « Une écriture dans l'action : Jean-Richard Bloch soldat épistolier », in ANGREMY A., TREBITSCH M. (2002), *Jean-Richard Bloch ou l'écriture et l'action*, Bibliothèque nationale de France, Paris.
- RIOUX J.-P. (2005), *Jean Jaurès*, Perrin, Paris.
- ROBERT J.-L. (1995), *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution, Paris 1914-1919*, Belles Lettres, Paris.
- ROLLAND D. (2005), *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Éditions Imago, Paris.
- ROUSSEAU F. (2003), *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Seuil, Paris.
- SEMBAT M. (1985), « Les Cahiers Noirs. Quatrième Partie : 1911-1915 », *Cahier et revue de l'OURS*, n° 157, Paris, p. 3-51.
- TAKHASHI T. (1994), *Correspondance Jean-Richard Bloch – Marcel Martinet (1911-1935)*, Université Chuo, Tokyo.